



Journal Socialiste Quotidien DE ROUBAIX-TOURCOING

BUREAUX 93, Grande - Rue, 93 ROUBAIX

BUREAUX 2, Rue de la Cloche, 2 TOURCOING

ELECTIONS AU CONSEIL GENERAL DU 19 JUIN

CANTON NORD-EST DE LILLE CANDIDAT DU PARTI OUVRIER

G. DELORY MAIRE DE LILLE

CANTON DU CATEAU

CANDIDAT DU PARTI OUVRIER et de Protestation contre l'élection de M. Morecrette-Ledieu

G. SIAUVE-EVAUSY Rédacteur en chef du Réveil du Nord

LA POLITIQUE

LE MORT-NE

A peine M. Félix Faure a-t-il fait appeler M. Ribot pour le charger officiellement de la mission de constituer un cabinet, que de toutes parts, dans les milieux politiques les plus divers, — retentissent des imprécations et des anathèmes contre la nouvelle combinaison.

Aucun ministre, en effet, ne peut se présenter dans des conditions défavorables et d'impopularité plus défavorables, que celui qui résultera des efforts du député d'Arras — si ce dernier parvient à rencontrer, parmi les ministres à l'affût d'un portefeuille, assez d'hommes décidés à sacrifier toute leur vie au caprice d'un instant.

On verra plus loin, par les dépêches de notre correspondant parisien, que l'annonce du choix du successeur de Méline pain-cher a soulevé un tollé général. Depuis les modérés jusqu'aux extrêmes-gauchers, en passant par les antisémites, tous les représentants des nuances les plus diverses de l'opinion ont accueilli par un mécontentement significatif la décision du Président de la République.

Il ne s'agit plus, en effet, d'équivoquer et de tergiverser; cette attitude pouvait réussir à la fin de la législature dernière, quand les députés n'avaient plus que des soucis électoraux, et s'occupaient surtout de s'assurer la bienveillante neutralité des préfets.

Ce sera, avec lui, la légendaire danse sur place, que les carabiniers d'opéra-comique, qui chantent pendant une demi-heure, en marquant le pas ?

N'écoutez que notre courage Et courons sus à l'ennemi ! (bis).

Pour nous autres socialistes — à ne considérer que les résultats de notre propagande, — un cabinet Ribot nous plairait assez; ce serait le commencement du gouvernement présidé par Méline, — avec un peu plus d'hypocrisie, — ce qui nous permettrait en somme la démonstration claire et nette de l'impuissance bourgeoise.

Mais nous ne devons pas oublier que le Pays est avide de réformes, que le Proletariat souffre, et nous ferons tous nos efforts pour obtenir — oh ! bien peu de chose ! — un gouvernement tant soit peu réformateur, qui puisse, en attendant l'heure de la grande cure sociale, adoucir quelques maux et panser quelques blessures.

INTERIM.

REVUE DE LA PRESSE

LA CRISE MINISTÉRIELLE La Presse apprécie les diverses combinaisons ministérielles envisagées. M. Faure pourrait s'arrêter; mais il n'est pas probable qu'il le fasse. Le parti radical sous la signature de M. Sigismond Lacroix.

Le seul ministère viable sera celui qui s'appuiera sur une majorité exclusivement républicaine, sur cette majorité qui s'est formée l'appel de M. Ricard, Bourgeois (du Nord) et Frouillat. Le groupe républicain progressiste, avec ses cinq directeurs en tête, a comme la laide de se mettre en dehors de cette majorité, d'où personne ne songeait à l'exclure. Tant pis pour lui. Qu'il se repente et fasse amende honorable; c'est la seule attitude qui lui convienne. En attendant, toute

présentation de sa part à réintégrer une Chambre où, même avec le concours de la droite, il est en minorité, est une prétention simplement ridicule.

De l'Éclair, sous la signature de M. Camille Pelletan: La Chambre a prononcé, à cinquante voix de majorité, qu'elle entendait le plus tôt possible le ministre qui doit se présenter à l'appel des voix de droite. On a essayé d'équivoquer sur le sens de ce vote, et de lui donner une portée inconstitutionnelle, comme s'il s'agissait d'une décision mettant hors du droit commun les suffrages d'une fraction de la Chambre.

Tous les hommes de bon sens ont compris que telle n'avait été la pensée de personne. On ne dépouille nos collègues d'aucune partie de leur droit de vote, parce que l'on propose qu'ils se joignent à une coalition qui dépend de la réaction le gouvernement de la République, est détestable pour les intérêts de la démocratie. On donne une indication de politique générale, et on invite le ministre futur à chercher ailleurs la base du pouvoir; voilà tout.

Il y a un autre élément qui a donné, aux votes émis le mardi, leur caractère contradictoire. C'est l'incroyable attitude de la droite. On se sent humilié par le compte des partis qui négocie se vantant si orgueilleusement de représenter le parti républicain de la France, à les voir tomber si bas. Tous les électeurs et tous les monarchistes, sans une douzaine, faisant triompher par leurs suffrages un ordre du jour qui les exclut, c'est le spectacle de la plus navrante déchéance morale de l'histoire des partis offre peut-être l'exemple d'un homme tel que M. de Mun signe de son nom une telle abdication ! Et un de Broglie vote l'ordre du jour qui exige une majorité « exclusivement républicaine ».

Le lecteur se rappelle comment cela s'est fait. Une fois l'amendement Ricard voté contre eux, et introduit dans l'ordre du jour, il fallait, sur l'ensemble, en le votant dans le bloc, ou laisser échouer le vote de confiance au cabinet Méline. Les droites ont préféré voter le plus grosse des couleuvres et garder une chance de sauver le ministère. Une attitude aussi piteuse dit mieux que tout où elles sont descendues. Ainsi les parisiens se réclament des grandes choses qu'ils appellent l'Église, la royauté séculière, le pape napoléonien, avouent implicitement qu'ils n'existent plus que par la complicité secrète d'un ministre républicain ! Peu leur importe de renier leur principe, leur drapeau leur fierté; ils n'ont plus qu'une idée et qu'un espoir: conserver M. Méline ! Dussent-ils s'adresser à eux-mêmes la plus violente injure, ils n'hésitent pas: il leur faut avant tout au pouvoir le républicain indéfini qui leur assure la complicité des préfets, et leur distribue en cachette les creux de tabac ! Quelle chate irrémédiable !

De La Lanterne sous la signature de M. Maurice Allard: Enfin, nous voilà débarrassés ! Contentons-nous, pour aujourd'hui, de nous féliciter de ce premier résultat et constatons que tous les journaux républicains sont unanimes à reconnaître qu'aucun des membres du Cabinet n'est en mesure de constituer une partie de la nouvelle combinaison.

Pour une exécution, voilà une belle exécution !

GUERRE HISPANO-AMERICAINE

New-York, 17 juin. Hier soir, l'amiral Sampson ayant donné l'ordre de bombarder la ville de Santiago, la flotte américaine s'avance en ordre de combat, une distance de cinq milles jusqu'à une distance de trois milles du rivage. La formation en croissant avait été adoptée. Les plus gros navires étaient au centre. Le New-York battait pavillon amiral, était à l'aile droite, et le Massachusetts à l'aile gauche. Une distance d'environ 600 mètres séparait chaque vaisseau.

Avant d'ordonner l'attaque générale, l'amiral Sampson fit avancer la canonnière à dynamite Vesuvius, qui lança sur les fortifications trois obus chargés de 250 livres de coton-poudre. Il était alors environ minuit.

Deux obus tombèrent dans le port à l'endroit où se trouvaient les croiseurs espagnols. On ne sait pas exactement quels effets ont produits ces deux obus, mais le troisième projectile tomba sur la petite île de Cayo Smith, qui se trouve à l'entrée du port. La force de l'explosion souleva complètement une partie de l'île.

Tous les navires de l'escadre ouvrirent alors simultanément le feu sur les batteries espagnoles. Les coups partirent de intervalles rapprochés qu'ils produisaient un roulement continu.

Le Texas dirigea un obus sur un magasin à poudre d'une batterie et le détruisit de fond en comble, faisant voler en l'air des fragments de maçonnerie.

A 6 heures 30 du matin, l'ordre était donné de cesser le feu. Tous les canons espagnols étaient réduits en silence. Cependant, au moment où les navires américains se retiraient, une batterie du côté Est lança une demi-douzaine d'obus sur le Massachusetts et l'Oréon.

Madrid, 17 juin. Les derniers engagements qui ont eu lieu sur la côte voisine de la baie de Guantanamo et dans lesquels les télégrammes de New-York attribuent l'avantage aux Américains d'ont été que de simples escarmouches, dont l'unique résultat a été de maintenir sur la plage les troupes débarquées par l'amiral Sampson. Celles-ci ont beaucoup souffert, non seulement de la fusillade, mais encore de la chaleur.

Beaucoup d'hommes malades ont dû être réembarqués. Les Espagnols ont plusieurs puits à leur disposition et aucun de ceux-ci n'a été détruit.

Il est faux que les fortifications de Caimanera et du Morro aient été endommagées par de nouveaux bombardements.

L'ACTUALITÉ LA CRISE Ministérielle

(De notre correspondant spécial.) Paris, 17 juin.

Décidément ce n'est ni Dupuy, ni Freycinet qui a fini par décrocher la timbale. C'est l'homme mis en réserve depuis les élections dernières, le long sec et maigre Ribot, — celui qui servit l'autre jour de terre-neuve à Méline et qui, pour ce fait, vient de recevoir, en prix des services rendus, le maroquin de la présidence.

UN CABINET RIBOT

Voici en effet les notes Havas de l'après-midi :

« 2 heures. — Le président de la République a clos la série de ses consultations. On croit qu'il fera appeler dans l'après-midi le personnage politique auquel il se propose de faire des ouvertures en vue de la formation du cabinet. »

« 3 heures. — Le président de la République a reçu à 2 heures 1/2 M. Ribot. »

Ce qu'on en pense.

A l'annonce de la démarche faite par M. Ribot, à 3 h. 1/2, auprès du Président de la République, les conversations ont commencé dans les couloirs de la Chambre et n'ont pas tardé à aller leur train. Les radicaux paraissent décidés à n'entrer en aucun prix dans la combinaison ministérielle nouvellement éclosée. Ils disent, avec juste raison — et c'était l'avis émis hier par M. Brisson auprès du Président du Conseil, — que le président du ministère devait être choisi parmi les 235 républicains ayant voté l'ordre du jour Ricard.

J'ai pu voir un instant M. Mesureur, lequel m'a déclaré ceci : « M. Ribot veut savoir quel est le meilleur moyen de faire l'union républicaine. Le plus sûr et le premier de tous, c'est de ne pas se mêler de faire un cabinet. Ce mot résume de façon parfaite l'avis de la plupart des radicaux. »

De leur côté, MM. Mougeot et Rabier disent : « Le bruit court que M. Ribot a été appelé à l'Élysée. Nous n'accepterons pas un ministère Ribot. Qu'on nous donne Dupuy, Méline lui-même, nous les préférons à Ribot. Pendant neuf mois il nous a bernés, trahis; il a fait le jeu de M. Méline en paraissant prêt à s'entendre avec nous; nous ne l'accepterons pas et nous lui ferons une guerre au couteau. »

Les modérés

J'ajouterais que les modérés ne sont pas plus « chauds » que les républicains d'extrême gauche.

C'est un défi au bon sens que de choisir Ribot, s'écriait un député indépendant, Ribot c'est le défenseur des compromis dans l'affaire du Panama, Ribot c'est l'alliance anglaise.

En sortant de l'Élysée

Quoi qu'il en soit, M. Ribot a bel et bien été appelé, et élu par le président, à deux heures et demie. Son entretien avec M. Félix Faure a duré jusqu'à trois heures et demie.

En sortant, il a déclaré à un de nos confrères : « Le président m'a offert la mission de constituer le nouveau cabinet. Il lui ai demandé de me permettre de différer ma réponse jusque demain, à cinq heures, afin de me laisser la faculté de consulter quelques personnages politiques sur les meilleurs moyens de faire l'union républicaine. »

M. Ribot commença ses démarches immédiatement.

Il avait parait-il, l'intention de solliciter M. Sarrien sur un portefeuille, mais ce dernier a déclaré formellement qu'il refusait.

On s'attend donc, dans les milieux politiques, à l'avortement piteux de ce ministère incolore.

Les adversaires de Ribot

On s'y attend d'autant plus que personne ne marche : M. Poincaré, M. Delcassé, ne consentiront, déclarent-ils, à entrer dans la nouvelle combinaison; les antisémites parlent déjà d'une interpellation... sur l'affaire Dreyfus ? on voit que le président du Conseil, il tâcherait alors de se concilier certains éléments timides de se radicaliser, MM. Viger, Chautemps et autres.

Encore Dupuy

On estime que, au cas fort probable d'échec de la part de M. Ribot, ce serait le « phénomène » Dupuy qui prendrait la présidence du Conseil. Il tâcherait alors de se concilier certains éléments timides de se radicaliser, MM. Viger, Chautemps et autres.

La chasse aux portefeuilles

M. Ribot, en quittant l'Élysée, a visité MM. Loubet, Deschanel et Méline. Il a vu également MM. Delcassé et Poincaré; il leur a confié ses impressions et leur a dit qu'il leur offrirait le portefeuille de la marine.

M. Ribot aura demain dans la matinée une conversation avec M. Peytral, vice-président du Sénat et avec M. Sarrien, vice-président de la Chambre.

M. Ribot, d'après les personnages l'approchant, formerait un cabinet sans le concours des radicaux, si ceux-ci le lui refusent.

On indique, comme pouvant entrer dans le cabinet Ribot, Freycinet et Lourties, sénateurs.

Il serait question d'offrir les finances à M. de Freycinet, et le commerce à M. Lourties.

On assure dans les couloirs de la Chambre que M. Bourgeois refuserait d'entrer en conversation avec M. Ribot.

La conférence qui doit avoir lieu dans la soirée entre M. Ribot et les membres du comité des républicains progressistes portera surtout sur les questions du programme.

M. Ribot assure qu'il s'occupera demain après-midi au plus tard des questions se rattachant à l'attribution du portefeuille.

Emile RAYMOND.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Au Sénat Le groupe de la gauche républicaine s'est réuni sous la présidence de M. Barbey.

Après un échange de vues sur la situation politique le groupe manifeste une fois de plus son opposition à la révision de la constitution et au principe de l'impôt global sur le revenu tout en se montrant disposé à étudier les questions de réformes fiscales établissant une meilleure proportionnalité dans les charges de l'impôt.

Le Centre gauche, réuni, sous la présidence de M. de Lamoignon, a discuté une proposition, estimée qu'il n'y avait pas lieu de voter un ordre du jour qui pourrait gêner le Président de la République.

Après un échange de vues sur la situation politique le groupe manifeste une fois de plus son opposition à la révision de la constitution et au principe de l'impôt global sur le revenu tout en se montrant disposé à étudier les questions de réformes fiscales établissant une meilleure proportionnalité dans les charges de l'impôt.

Le cabinet de M. Deschanel

M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés, a constitué son cabinet de la manière suivante.

M. Emile Charrier, chef-adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur, est nommé chef de cabinet.

MM. Georges Gérard, rédacteur au ministère des finances, et René Henry, lauréat de l'École des sciences politiques, sont nommés chefs adjoints du cabinet.

Sont en outre désignés comme attachés : MM. Louis de Launay, directeur de cabinet, et Gabriel Lepetit, licencié en droit.

Grave Affaire au 3e Chasseurs

Un fait exceptionnellement grave vient de se produire au régiment de chasseurs.

La suite d'une distribution de viande de conserve faite mercredi dernier plusieurs hommes du 3e escadron se sont sentis malades et ont dû se présenter hier matin à la visite du médecin-major.

Celui-ci, ne voyant rien de grave dans leur état, se contenta de les envoyer se reposer pendant quelques heures, leur faisant augmenter ainsi que le nombre des malades, le capitaine commandant l'escadron lui prévenant ainsi que les deux malades regardaient avec empressement de se rendre à leur poste et les soins les plus énergiques furent donnés aux malades dont aucun n'a fort heureusement succombé.

En ce moment, quinze hommes sont à l'hôpital et une soixantaine sont soignées à l'infirmerie et à la chambre.

Les autres et les médecins ont passé la nuit au quartier.

DEUX ENFANTS BRULÉS VIFS

Reims, 17 juin. Un commencement d'incendie s'est déclaré hier au soir, à Tismes, arrondissement de Reims, dans une chambre à coucher de la maison habitée par M. Marchandise, notaire, vers dix heures du soir.

Un cours de ce commencement d'incendie, les deux petits enfants de M. Marchandise, âgés de un an et l'autre de deux ans et demi, ont été grièvement brûlés, ainsi que Mme Marchandise, qui, prise de peur, s'est jetée par une fenêtre élevée de quatre mètres au-dessus du sol.

Quant à M. Marchandise, il a été brûlé aux mains.

Les deux enfants sont morts dans la soirée des états de leurs brûlures; quant à la mère son état est considéré comme désespéré.

Troubles Antisémites en Autriche

Lemberg, 17 juin. Hier, dans l'après-midi, à Fryzkat, district de Stryzow, les paysans ont attaqué et pillé les boutiques des juifs qu'ils ont battus jusqu'au sang.

Guérin percepteur de Montfort-sur-Risle (Eure) à la perception de Gravelines (Nord).

UN MOT DE M. MÉLINE Avant la discussion qui vient d'avoir lieu à la Chambre, on agita la question de savoir si le cabinet devait se représenter devant le Parlement avec ou sans remaniements.

Les avis étaient partagés. Je crois tout de même, dit un député, que vous feriez bien de vous teinter un peu en rouge.

On ne se maigrit pas à mon âge ! répondit doucement M. Méline.

LA SUCCESSION THIÉRY La première chambre du tribunal civil de la Seine s'est une fois de plus déclarée incompétente pour statuer sur les réclamations des créanciers Thiéry, qui demandent à l'Etat le remboursement d'une vingtaine de millions en principal, montant de la fortune de leur auteur, saisi par le général Bonaparte, dans la Banque d'Etat de Venise, lors de sa campagne d'Italie.

Le tribunal estime que la réclamation est du ressort de la justice administrative.

HISTOIRE DE BRIGANDES

A Palerme, la fille de M. le baron de Valpurga, pendant qu'elle se promenait avec sa mère, a été enlevée et forcée par quatre individus masqués et armés.

Les quatre bravi surpris la jeune fille, qui n'a que dix-huit ans, la jetèrent dans une voiture fermée et forcée de partir.

Le jeune captif est resté deux jours après son enlèvement.

On dit que les parents ont dû payer une lourde rançon pour avoir leur enfant.

LA PUBLICITÉ

Un jugement longuement motivé vient de condamner la Cie de l'Ouest à rembourser à un voyageur — qui avait refusé une carte d'abonnement couverte de réclames — une carte adhérente de toute publicité et de toute réclame, en échange de celle qui lui a été remise, et ce sous peine de dommages-intérêts.

La Compagnie de l'Ouest a l'intention de faire appel de ce jugement.

MARIAGE ÉLECTRIQUE

Le mariage électrique nous manquait, après le mariage à bicyclette, et l'est, naturellement, à New-York qu'il vient d'être consommé.

M. Charles Merten et Mlle Gilmor ont été mariés à New-York, le 15 juin, par un prêtre catholique, en présence de nombreux invités.

Le mariage a été célébré dans une salle de bal, où se trouvaient réunis les parents et les amis des deux fiancés.

Il y a eu explosion. Il est vrai que les explosions ne commencent qu'après la lune de miel.

LES SPIRITES

La semaine prochaine se tiendra dans la Saint-James Hall de Londres le congrès international des spirites. Déjà de nombreux délégués sont arrivés de tous les coins du monde, même des Indes. Il y aura présentation des médiums, mouvements de tables et audition spéciale des lignes de Saracate, César, Platon, Jésus-Christ, Dante, etc., etc.

Nous ignorons si Mlle Goussion a été convoquée à ce congrès.

NID DE MÉSANGES

Décidément, les mésanges affectionnent les boîtes aux lettres.

On nous écrit, en effet, qu'il existe à Signoles (Dordogne), dans la villa Chabrie, une boîte aux lettres où des mésanges, à l'exemple de celles de M. de Sézanne, ont non seulement, mais plusieurs fois, volé chaque année.

LES CENT KILOS.

Etonnés les cents kilos. Voici, en effet, que la société d'hommes gros dépassant cent kilos, vient de se fonder sous le nom de Quartiers des mille livres.

Le nombre des membres ne dépassera pas quarante.

NOUVELLES A LA MAIN

Un vieux loup de mer est cité comme témoin devant le tribunal de police correctionnelle.

— Levez la main ! lui dit le président. — Le marin, un peu aburi, lève la main en tendant l'index comme s'il cherchait d'où vient le vent.

Chronique électorale

Les Prussiens à l'Hotel-de-Ville

Ces fameux défenseurs de la Patrie, qui, en 1870, prenaient du service dans les canonniers sédentaires pendant que les ouvriers allaient se faire tuer sous les ordres de l'aidherbe pour empêcher l'invasion allemande; les fils de ces francs-fleurs qui regrettaient d'être obligés de faire un an de service militaire et qui voudraient le rétablissement des marchands d'hommes pour envoyer les fils du peuple se faire tuer la peau à leur place; tous ces troussards qui, à l'instar de ces fiançailles de 1870 qui criaient sur les boulevards de Paris: A Berlin ! quitte à prendre le train de Bruxelles à l'approche des Prussiens, orient aujourd'hui; Vive la France ! A bas les Sans-patrie !

Ces lascars-là reprochent à la Municipalité de Lille d'avoir reçu des socialistes étrangers, notamment deux délégués de l'Allemagne ouvrière de l'Allemagne anti-capitaliste et anti-militariste à l'Hotel-de-Ville.

Vous avez vu le champagne avec des Prussiens, clament-ils, vous n'êtes pas des Français !

Ils, là-bas ! tas de charlatans que vous êtes, vous avez vu des Prussiens, et vous n'êtes pas Français, autant et plus que vous, nous les sommes; la patrie, ce sont surtout ceux qui n'ont ni un pouce ni une pierre du territoire que se trouvent ses véritables et sincères défenseurs; ce ne sont pas les ouvriers et les petits bourgeois qui prennent des domestiques allemands pour vider leurs vases de nuit et pour nettoyer les tinettes; ce sont les patrons, au contraire, qui, en embauchant de préférence les ouvriers étrangers aux ouvriers français, font le plus grand mal à la France.

Ayez donc la pudeur de vous taire, messieurs les cléricaux et faux républicains, quand il s'agit de la Patrie et tâchez de comprendre que le patriotisme n'est le monopole d'aucun parti.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

Si le citoyen Delory, Maire de Lille, a reçu les Allemands à la mairie, il ne les a reçus que parce que ces deux citoyens ont refusé de venir à la mairie.

AU CANTON NORD-EST DE LILLE

DE LILLE

Les Républicains et M. Fauchille

M. Fauchille qui n'a pas grand-chose à espérer des républicains de sacrifice ceux-ci ayant en M. Batiot leur candidat de prédilection, fait toutes les carottes que ses palinodies lui commandent de faire pour obtenir les voix des électeurs de M. Tribourdeau.

Votez pour moi, ne cessez-il de le répéter, si vous voulez battre le collectif visier !